

PROGRAMME ASIE

LA CHINE FACE AU MONDE

ENTRETIEN AVEC EMMANUEL LINCOT

CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

ET EMMANUEL VÉRON,

SPÉCIALISTE DE LA CHINE CONTEMPORAINE, ASSOCIÉ À L'IFRAE – INALCO

À PROPOS DE LEUR OUVRAGE « LA CHINE FACE AU MONDE : UNE PUISSANCE RÉSISTIBLE »
(CAPIT MUSCAS ÉDITIONS, 2021)

Réalisé par Barthélémy COURMONT

DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE

DÉCEMBRE 2021

ASIA FOCUS #172

BARTHÉLÉMY COURMONT : Le titre de votre ouvrage, « La Chine face au monde », suggère que Pékin proposerait, en quelque sorte, une transformation profonde du système-monde. Pouvez-vous développer le choix de ce titre et la place qu’occupe selon vous la Chine dans le système-monde actuel ?

EMMANUEL LINCOT : Le choix du titre pose en effet et implicitement la décision chinoise d’une possible alternative par rapport au système-monde tel que nous le connaissons depuis 1945. Toutefois, « une résistible ascension » se réfère à Bertolt Brecht et tend très clairement à vouloir montrer où nous nous situons, quels sont nos choix, dans l’observation factuelle et scientifique du régime chinois. Au reste, ce livre n’est pas un pamphlet contre la Chine mais il démontre quels sont les mécanismes qui ont présidé au développement de cette puissance et quelles sont fondamentalement ses visées à la fois stratégique et idéologique en tant que dictature et dans son choix, parfaitement assumé, de revendiquer une alternative au monde occidental et de légitimer ainsi sa révolution conservatrice.

EMMANUEL VÉRON : Thème cher à Immanuel Wallerstein, le système-monde est en partie transformé par la montée en puissance de la Chine dans tous les domaines. Notamment avec la convergence de cette grille de lecture, marxiste, Pékin a largement profité de son arrimage à la mondialisation, des transferts de technologies et d’une certaine naïveté quant à ses velléités. En cela, longtemps les observateurs de la Chine plus ou moins affutés ont laissé penser que la Chine incarnerait la puissance du XXI^e siècle, suivant une formule « le XXI^e siècle sera chinois », dont la récurrence invite à plus de retenue et de discernement aujourd’hui. Si la Chine constitue bien un acteur étatique majeur dans le système international, la sédimentation des problématiques liées à la fulgurance de son développement et à sa modernisation et les modalités de sa diplomatie (politique ou économique) induit l’analyse d’un avenir plus incertain que l’idée d’une Chine toute puissante et conquérante.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Les sociétés occidentales ont sans doute sous-évalué la capacité de la Chine à devenir une puissance de premier plan, dans les domaines économique, politique et stratégique. Comment expliquez-vous ce manque de clairvoyance, notamment depuis les années 1980 et les réformes économiques entreprises par Deng Xiaoping ?

EMMANUEL LINCOT : Les « Trente glorieuses » pour reprendre une expression chère à Benoît Vermander caractérisant les réformes et la période d'euphorie à laquelle la Chine nous a habitués de 1978 à 2008 - c'est-à-dire depuis l'année où Deng Xiaoping arrive au pouvoir jusqu'à la crise financière - sont liées à plusieurs facteurs. Une volonté tout d'abord pour le régime de normaliser les relations de la Chine avec l'ensemble de la communauté internationale. Le rapprochement avec les États-Unis, l'intégration de la République populaire de Chine au sein du conseil de sécurité de l'ONU au début de la décennie soixante-dix y pourvoient et visent, à l'époque et pour Washington, à contrer l'hégémonie soviétique en utilisant comme contrepoids les communistes chinois. Réciproquement, cette reconnaissance de la Chine communiste offre à celle-ci des opportunités inédites en vue de son développement. Ce dernier est largement subordonné côté américain et plus généralement occidental à la croyance, toute néolibérale, selon laquelle le développement économique d'un pays concourt nécessairement à sa démocratisation. Les massacres de Tiananmen en 1989 - rappelant pourtant que le régime restait arc-bouté à ses privilèges et n'entendait pas y renoncer - ne modifieront guère cette conception de la politique menée par les États-Unis à l'égard de la Chine. Pourquoi ? Parce que la société américaine, depuis l'ère Reagan, souscrivait majoritairement au mythe de la mondialisation heureuse. Faire de la Chine l'usine du monde avec sa main-d'œuvre bon marché revenait aussi à vivre dans l'illusion pour la classe moyenne américaine de pouvoir continuer d'accéder aux vertus d'une société de consommation illimitée grâce au maintien d'un pouvoir d'achat suffisant. 2001 est l'année charnière comme prélude à des changements importants. Les attentats du 11 septembre rappellent violemment que les Américains dans leur choix de modèle de société ne font pas l'unanimité. La Chine en est déjà convaincue, elle qui depuis plusieurs années déjà

s'est rapprochée de la Russie pour faire contrepoids à la puissance unipolaire qu'incarnent les États-Unis. Ses relations avec Washington se sont d'ailleurs considérablement dégradées depuis le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade (1999) puis, en avril 2001, à l'issue de l'interception de l'avion américain EP-3 que la chasse chinoise a forcé à se poser sur l'île d'Hainan. La même année, en juin, la Chine crée l'Organisation de coopération de Shanghai - devenue depuis la deuxième plus grande organisation du monde après l'ONU - puis elle intègre, en novembre, l'Organisation mondiale du Commerce. Les délocalisations industrielles du monde occidental dès lors s'accélérent et corollaire de celles-ci, la montée des populismes s'observe partout, tant en Europe qu'aux États-Unis. Le moment Trump marque un tournant. À ses yeux, la rivalité avec la Chine est immanquable et la pandémie a valeur de rupture. En somme, et par cécité idéologique, l'Occident aura très largement contribué au développement de la puissance chinoise. Cela est lié aussi à une forme de complaisance que l'on retrouve sur l'ensemble de l'échiquier politique français (premier exemple) et quelles que soient les obédiences. Aussi les sociétés occidentales n'ont-elles pas été assez vigilantes pour prévenir la montée en puissance de la Chine, pour se prémunir des pillages industriels très réels qui se sont faits alors à leurs dépens et qui expliquent aujourd'hui leur extrême vulnérabilité. J'y vois là, en somme, la démission de nos élites et une indifférence par rapport au risque que représentait la Chine ; indifférence qui est manifeste dans l'impréparation (second exemple) de la plupart de nos universités à comprendre le fonctionnement de cette société.

EMMANUEL VÉRON : Le lancement des réformes par Deng a été articulé par une vaste opération d'influence (réussie) en direction des marchés consolidés et des pôles de puissance du système international, tout en s'intéressant également aux pays dits du « Sud ». Depuis 1979, Pékin a mis tous les fers au feu pour combler ses retards. Le monde a commercé avec la Chine, le massacre de Tian'anmen n'a interrompu que d'un temps très court de mouvement puissant dont la célérité sera augmentée après 2001 et l'adhésion à l'OMC, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. L'argument essentiel était l'immense marché chinois en plus de la construction d'un monde multipolaire dans lequel Pékin

aurait toute sa place... Les perspectives économiques ont nourri une certaine euphorie et l'idée d'un eldorado chinois, malgré la continuité dans le temps et dans les actes du régime tant en interne qu'à l'international.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Vous revenez sur le régime politique chinois et ses caractéristiques dans votre ouvrage. Dans le contexte actuel, ses principaux fondements sont-ils selon vous plutôt le nationalisme, l'idéologie communiste, la continuité de la tradition impériale ?

EMMANUEL LINCOT : L'intellectuel Gan Yang disait de la Chine, il y a plus de dix ans, qu'elle était un hybride né du maoïsme et du confucianisme. C'est déjà un élément de réponse. Le maoïsme est un nationalisme. Tout le monde en Chine a été, est ou sera maoïste. Il correspond à une phase de l'histoire du pays qui n'est pas encore à ce jour achevée. Celle des humiliations passées et ressenties comme telles dans la confrontation difficile de la Chine avec les puissances européennes et le Japon. En un sens, le nationalisme en Chine reste encore un sentiment neuf, et qui n'est pas totalement intégré à ce jour dans l'imaginaire collectif. Jusqu'à la fin de la période impériale, c'est davantage le patriotisme qui prévalait dans ce sentiment assez diffus selon lequel on partageait des valeurs communes. Le nationalisme fait intervenir une autre dimension : celle d'une intégration des masses dans une structure commune - successivement incarnée par le Parti nationaliste puis le Parti communiste - qui, seuls, s'érigent en modèles défenseurs d'une patrie assiégée. La victoire du Parti communiste sur le continent, en 1949, lui a laissé un monopole entier sur le contrôle du pays en lui imposant un choix de gouvernance de nature stalinienne. La relative ouverture du pays, à la fin des années soixante-dix, n'est en rien synonyme de libéralisation du régime comme nous l'avons dit plus haut. L'un des slogans largement asséné par Deng Xiaoping, dans ce contexte, était « reconstruisons la Grande muraille ». Il dit tout et semble renouer avec la politique de l'un des grands réformateurs - Zhang Zhidong - sous les Qing : « zhongji xiyong ». Autrement dit, conserver l'identité chinoise et utiliser les techniques occidentales, au service de la puissance,

essentiellement. On peut y voir le retour à une forme de tradition réinventée. En termes de gouvernance bien sûr mais aussi dans les revendications territoriales auxquelles la Chine communiste n'a jamais renoncé et qui connaissent depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, en 2012, une radicalité inquiétante pour ses voisins. Je pense bien sûr à l'Inde ou aux États du sud de la mer de Chine, sans compter Taïwan.

EMMANUEL VÉRON : Le PCC est au pouvoir depuis 1949. Le passé ou plus exactement l'histoire est aux prises entre amnésie et hypermnésie. En cela, la « tradition » impériale, le confucianisme, le nationalisme sont autant de paramètres bien réels mais instrumentalisés par le Parti à des fins de légitimation de gouvernance auprès des Chinois. Le Parti domine, plus encore depuis l'arrivée de Xi Jinping. Les traumas de l'histoire ne peuvent être pansés mais articulés à des ajustements tactiques de légitimation du régime pour durer. En cela, la politique intérieure du régime dirige l'ensemble des activités de gouvernance autant que la politique internationale.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Avec la levée de la limite de deux mandats présidentiels et la résolution historique récemment adoptée par le 7^{ème} plénum du XIX^e Congrès du Parti communiste chinois, Xi Jinping a considérablement renforcé son pouvoir. Quelles sont les oppositions auxquelles il fait face au sein de l'État parti ?

EMMANUEL LINCOT : On assiste en effet à une « poutinisation » du régime chinois avec, et d'une manière récurrente, des purges organisées par Xi Jinping contre le clan de Jiang Zemin; le Covid-19 ayant donné lieu à une accélération de ces purges au sein du système. Xi Jinping se retrouve donc seul à la manière de Mao Zedong au sommet du pouvoir et le septième plénum lui donne toutes ses chances d'être conforté dans ses fonctions, c'est-à-dire en vue d'une présidence à vie. Toutefois, dans un régime totalitaire, un coup d'État peut toujours survenir. Celui fomenté par Lin Biao en 1971 est resté dans la mémoire collective. Que Xi Jinping ne soit pas sorti du pays depuis deux ans est d'ailleurs un signe. Zhongnanhai prétexte la situation sanitaire. Il s'agit en réalité de toute autre chose : le

président craint pour sa sécurité. Une solution violente ne changerait guère pour autant le fait que le Parti garderait la main pour le contrôle du pays. Pour un temps tout au moins.

EMMANUEL VÉRON : Il est difficile de savoir ce qu'il se passe réellement au cœur du pouvoir du PCC, tant l'opacité, l'intrigue et le secret dominant tous ensemble. Xi Jinping a fait tourner une page dans l'histoire très contemporaine de la Chine, celle de l'ouverture (mesurée et partielle) du pays, doublée d'une montée en puissance des aspects sécuritaires, paranoïaques et intrusifs. Le régime opère une dislocation de la Chine du reste du monde. Le XX^e Congrès ne fera que renforcer ce processus. Il semble que diverses divergences au sein du Parti, des grands chefs d'entreprises et de l'Armée aient lieu. Xi Jinping est dans une posture de durer au pouvoir. À terme, il sera difficile pour lui et son entourage proche de poursuivre ainsi.

BARTHÉLÉMY COURMONT : **Les « nouvelles routes de la soie », projet pharaonique dont l'ambition est de refaçonner les voies commerciales et les équilibres économiques à échelle mondiale, sont-elles le principal atout dont dispose Pékin ? Quel bilan tirer de cette stratégie d'investissements ?**

EMMANUEL LINCOT : Dès le lancement de ce projet des « nouvelles routes de la soie », des voix se sont élevées au sein de la diaspora intellectuelle chinoise notamment contre son coût et sa viabilité. D'aucuns y ont vu une façon de relancer l'économie chinoise après la crise financière de 2008 et le recyclage du "*shadow banking*". Des élites des pays du Sud y ont vu quant à elles la martingale gagnante. Il est vrai que les propositions chinoises en matière d'infrastructures répondent à des besoins d'équipements très réels partout dans le monde que ce soit en Asie centrale, en Afrique ou au Pakistan, par exemple. Ces régions du monde ne sont pas solvables. Le corollaire est le problème de la dette. Il peut entraîner la Chine dans le risque d'investir dans des projets à perte pour imposer ainsi à ses partenaires des conditions drastiques pouvant se retourner contre elle, en termes d'image notamment. Plusieurs cas sont assez symptomatiques à ce sujet, que ce soit le port d'Hambatouta au Sri Lanka ou l'autoroute traversant le Monténégro. Toutefois, la

situation post Covid-19 oblige Pékin à revoir ce projet à la baisse. D'une manière tout à fait significative, le dernier forum Chine-Afrique qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, est en cela symptomatique des difficultés que rencontre la puissance chinoise non seulement sur le plan financier mais aussi en termes de crédibilité, dans un contexte où l'affrontement avec l'Occident, le déficit de confiance vis-à-vis des pays du Sud à son encontre n'ont pas de précédent. Le bilan de ce projet ambitieux est donc pour l'heure très mitigé. Il fait sans doute l'objet de critiques au sein même du Politburo et une partie de la légitimité de Xi Jinping repose sur la viabilité de ce projet.

EMMANUEL VÉRON : Le projet dit des « nouvelles routes de la soie » a beaucoup excité depuis 2013-2014, en Europe, aux États-Unis, en Afrique, en Asie... Depuis 2018-2019, on peut observer une certaine méfiance voire défiance quant à ces « initiatives » de Pékin, surtout dues à l'opacité des opérations, des contrats et des aspects concrets le « long des routes de la soie ». C'est à l'origine une opération d'influence et d'exportation des surcapacités industrielles chinoises, largement le fait de l'appareil industriel chinois et des excès liés au plan de relance chinois en interne après la crise financière de 2009 et 2010. En un sens, l'opération d'influence a bien fonctionné, surtout dans les pays fragiles économiquement, non sans corruption, là où les relations avec Pékin sont fortement marquées par l'asymétrie, à coups de prêts plus que d'investissement. Que ce soit en Asie ou en Afrique ou en Europe centrale et orientale. Aujourd'hui, le sujet « nouvelles routes de la soie » est beaucoup moins usité. Pseudo échec donc d'une politique extérieure qui portait du prolongement de thèmes de politique intérieure (sinisation du grand ouest chinois). Il n'en demeure pas moins que Pékin s'est exercée pour la première fois à un grand dessein sur des échelles macro, sinon méta géographique. Tout reste à faire... Le manque d'attractivité du régime dans ce ou ces projets, ajouté à des sources de financements moins imposantes que par le passé convergeront vers une recomposition des modalités contractuelles, diplomatique et d'influence de Pékin le long de ces routes.

BARTHÉLÉMY COURMONT : **La Chine ambitionne-t-elle, et peut-elle à terme, s'imposer comme un hégémon en Asie ?**

EMMANUEL LINCOT : Le sempiternel argument des diplomates chinois était de dire, il y a encore quelques années, que jamais la Chine n'avait été hégémonique dans son histoire et que « l'émergence pacifique » de celle-ci, au XXI^e siècle, n'était pas un vain mot. En réalité, la toponymie de la Chine, sur le temps long, nous dit le contraire. « Anxi, Xi'an, Annam... », appellations de villes ou de régions en disent long sur la capacité chinoise à pacifier par les armes et la culture des régions périphériques, montrant par la même sa capacité à étendre son pouvoir dans le contexte historique impérial. Quid de la Chine d'aujourd'hui ? Manifestement elle n'a pas renoncé à ces prétentions. Ceci expliquant ses rivalités avec ses voisins du sud de la mer de Chine ou avec l'Inde. Ces pierres d'achoppement que sont les contentieux de frontières, le révisionnisme constant dont la Chine fait preuve rencontrent des résistances de plus en plus fortes et bénéficient d'un soutien grandissant des États-Unis. L'hégémonie chinoise n'est donc pas d'actualité.

EMMANUEL VÉRON : Le régime le souhaite, la perception qu'il entretient de la Chine est bien dans ce schéma : une Asie centrée sur la Chine. Le système international montre tous les jours que ce sujet n'est pas évident, une prophétie autoréalisatrice infaisable. La mue des priorités américaines dans la région cumulée avec la politique du Japon, l'agenda de l'Inde et l'atomisation des acteurs étatiques régionaux autant que non étatiques conduisent déjà à une grande difficulté pour Pékin d'asseoir ses velléités.

BARTHÉLÉMY COURMONT : **En 2007, Pékin adoptait une stratégie officielle de *soft power* axée sur la promotion de sa culture plurimillénaire. Peut-on toujours parler d'un *soft power* chinois ?**

EMMANUEL LINCOT : Étant une dictature, la Chine ne donne pas dans le *soft* non plus que dans le *smart* mais bien dans le *sharp power*. L'usage abusif des deux premières formules forgées par Nye selon que l'on ait affaire à une dictature ou une démocratie a créé une très grande confusion ; confusion que la Chine entretient elle-même en assénant

systématiquement le fait qu'elle est d'abord une grande civilisation et que sa rhétorique de grande puissance culturelle la hausse au rang d'interlocuteur prestigieux. Rappelons que le régime de Pékin n'est pas à une contradiction près en faisant oublier le fait que c'est bien lui qui est à l'origine de la destruction irréversible des patrimoines à la fois chinois et tibétain. Qu'il nous soit ainsi permis de douter, comme le fait la sinologue Anne Cheng dans ses cours au Collège de France, que la Chine - telle que promue par le Parti Communiste - soit encore une grande civilisation. Par ailleurs, il existe une différence majeure entre une dictature et une démocratie dans les moyens et la manière dont l'une ou l'autre mettent en œuvre leur diplomatie culturelle. Dans une société démocratique, l'accréditation du pouvoir en vue de promouvoir les activités culturelles émanant de la société civile n'est pas un prérequis. Dans une société de dictature, si. Surtout lorsqu'il s'agit de promouvoir ces activités à l'étranger. Ici se vérifie un autre aspect intrinsèque au fonctionnement de chacune de ces sociétés. Dans une démocratie, les interactions entre acteurs sociaux et institutionnels fonctionnent d'après une logique, toujours négociée au demeurant, de séparation des pouvoirs. Dans une dictature, ces pouvoirs sont confondus et n'appartiennent qu'à un seul. C'est ce que Claude Lefort appelait la « fascination de l'un ». Dans ce contexte, la culture est d'autant plus sensible que dans sa dimension critique, elle peut à tout moment remettre en cause cette situation de monopole. Elle est donc ici synonyme de propagande. Dans ses aspects discursifs, celle-ci a changé depuis l'ère Mao. Ce n'est plus le réalisme-socialiste qui est promu mais l'image d'un Confucius totalement réinventé et marxo-compatible en ce qu'il est vaguement de coloration humaniste et défend surtout dans une optique culturaliste des valeurs chinoises attachées à une société d'ordre et aux principes d'autorité. En Occident, cette politique promotionnelle est un échec. Tout simplement, et pour ne citer qu'un seul exemple, parce que les jeunes Français sont davantage conquis par la culture japonaise du manga et la K-pop Coréenne. Dans les pays du Sud, cette fascination a été sérieusement écornée par la crise du Covid-19. Mais plus fondamentalement, et ce qu'il faudra retenir, c'est que toute une culture chinoise libertaire survit à ce schéma très coercitif pour ne pas dire caricatural que nous livre le régime de Pékin. En Chine même, avec le mouvement des Tangping -

dans le choix de sa résistance passive contre les exhortations du régime - ou ailleurs dans le monde. Et cette culture libertaire chinoise échappe naturellement au contrôle du Parti comme à toutes autres formes de pouvoir d'ailleurs.

EMMANUEL VÉRON : Il y a au total deux *soft power*. Le premier, la réussite par Deng Xiaoping de redorer l'image du pays et du régime pour attirer le monde entier sur son territoire afin d'investir et transférer des technologies et des savoirs. Ce dernier est en voie d'achèvement après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Le second est celui qui fonctionne moins bien, à savoir un *soft power* institutionnalisé par le régime, s'inspirant des théories de *soft power* américain (essentiellement), d'Europe, voire du Japon ou de Corée du Sud. Ce dernier est en voie de maturation et de réflexion depuis les années 1990 et véritablement dans les arcanes des organes du Parti depuis la fin des années 1990, début des années 2000. Avec la pandémie mondiale (2020), le *soft power* chinois est remplacé de manière accélérée par quelque chose de moins « soft », faisant place à une dureté dans les mots, dans les relations diplomatiques, dans la fermeture et la paranoïa entretenue à des fins obsessionnelles de contrôle de tout.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Depuis quelques années, Pékin a renforcé sa place dans les institutions internationales, souvent en comblant un vide laissé par le désengagement progressif des États-Unis. Cette tendance traduit-elle une volonté de s'impliquer dans la multipolarité, ou au contraire d'en contrôler les rouages ?

EMMANUEL LINCOT : Le retrait des États-Unis sous la mandature de Trump en particulier des grandes instances internationales a pour partie bénéficié à la Chine. Mais celle-ci a aussi multiplié depuis la fin de la guerre froide, en 1991, la création de ses propres instances internationales. Je pense à l'Organisation de coopération de Shanghai, en 2001, qui est à ce jour la deuxième plus grande organisation du monde après l'ONU. Les objectifs de la Chine visent également à siniser les instances créées depuis 1945 soit en obtenant des votes (et grâce au soutien des dictatures arabes et africaines) qui lui sont favorables, soit en plaçant des hommes liges à la tête de celles-ci. Le but avoué de la Chine

était de contrebalancer l'unipolarité américaine. En cela, sa défense de la multipolarité faisait écho à des préoccupations similaires défendues soit par la Russie soit par la France et leur ministre des Affaires étrangères respectif, Eugueni Primakov ou, sous la présidence Chirac, Dominique de Villepin. Le risque pour l'Occident est désormais que la Chine travaille à une forme d'unipolarité pour elle seule et ses intérêts.

EMMANUEL VÉRON : À mesure que Pékin prenait de l'ampleur dans le système international en matière commerciale et diplomatique, on a pu observer deux dynamiques non contradictoires du point de vue du régime : augmenter son influence au sein du système onusien pour mieux le contrôler et le transformer d'une part, créer un système à côté, quasi non sécant. Ce double processus vise un seul objectif, celui de centrer le monde sur Pékin et de neutraliser toute opposition subversive à l'idée d'une Chine, première puissance entourée d'une périphérie dominée (par définition), voire tributaire. En cela, la vision marxiste du système-monde entre bien en écho avec le dessein chinois.

BARTHÉLÉMY COURMONT : **La Chine cherche à étendre son influence dans son voisinage, mais aussi dans le reste du monde, imposant des positionnements parfois contraires de pays proches et alliés. Cette stratégie d'influence est-elle un phénomène récent ?**

EMMANUEL LINCOT : Elle a recours à des principes anciens dans les relations qu'elle entretient avec son étranger proche. Créer de la discorde chez ses adversaires en ayant recours à des factions terroristes au Pakistan par exemple tout en mettant en œuvre des moyens financiers, militaires ou en termes de renseignement considérables dans la lutte globale contre le terrorisme est une pratique courante et pluriséculaire comme j'ai pu le montrer dans un ouvrage récent (*Chine et Terres d'islam : un millénaire de géopolitique* - Presses Universitaires de France).

EMMANUEL VÉRON : Le processus est congruent de l'opération massive lancée par Deng Xiaoping en 1979, c'est-à-dire, combler les lacunes et les retards pour dominer à terme.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Le sous-titre de votre ouvrage, « une puissance résistible », suggère la possibilité d'une « résistance » face à l'affirmation de puissance chinoise. Comment s'organise cette résistance, et que nous dit-elle de l'état actuel des relations internationales ?

EMMANUEL LINCOT : L'état du monde nous renseigne sur sa très grande fragmentation, son anarchie contre laquelle la Chine comme les États-Unis sont incapables d'apporter, seuls, des solutions. Comme le disait si bien Héraclite, « l'opposé coopère ». Bel oxymore qui ne s'est jamais aussi vérifié qu'aujourd'hui. Action/réaction : les « nouvelles routes de la soie » ont poussé les Américains à convaincre leurs partenaires et alliés d'élaborer un contre-projet : l'Indopacifique. Et les Européens ne sont pas en reste en lançant leur *Global Gateway*. Il y a donc résistance et les bénéficiaires de ces projets concurrents pourraient être à terme les pays du Sud.

EMMANUEL VÉRON : L'idée d'une puissance résistible renvoie à la réalité économique, sociale, politique et environnementale de la Chine aujourd'hui. Très difficile exercice de gouvernance pour l'actuel régime autour de Xi Jinping... Les difficultés sont immenses, s'ajoutant aux choix de politique étrangère qui montrent une Chine finalement beaucoup plus faible qu'on ne le pense au premier regard. Il y a un certain fantasme postromantique, très XIX^e siècle en Occident (surtout) qui verrait une Chine toute puissante qui s'arrangerait de toutes les difficultés. Pour la prochaine décennie, et c'est assez neuf pour le régime, il y a à la fois la gestion des excès des trente dernières années sur les plans économique, bancaire et financier, sans oublier les questions environnementale, industrielle, urbaine, rurale, démographique, sociale et énergétique d'une part ; et le changement de perception par une très large partie des acteurs du système international de la Chine, de son régime et de sa politique étrangère d'autre part. À cela s'ajoute une dégradation des relations avec les États-Unis et leurs alliés.

BARTHÉLÉMY COURMONT : La politique chinoise de Washington est à la fois constante depuis l'administration Obama en ce qu'elle s'alarme de la place

grandissante de Pékin, mais elle semble avoir évolué. D'une volonté de repositionnement en Asie sous Obama, on est passé avec Donald Trump à une logique de *containment*, et depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, ce sont la compétition et la rivalité qui s'imposent. Comment interpréter ce glissement progressif ? Que pensez-vous par ailleurs des thèses alarmistes, aux États-Unis notamment, sur l'imminence d'un conflit avec la Chine ? Un ouvrage de Jean-Loup Samaan évoquait à cet égard il y a une décennie « une invention du Pentagone ». Qu'est-ce qui a changé depuis ?

EMMANUEL LINCOT : Les États-Unis sont tout simplement sortis de cette innocence que nous avons décrite plus haut vis-à-vis de la Chine. Ils entrent désormais dans une logique de confrontation et poussent leurs alliés à en faire autant. Mais ils s'y prennent plutôt mal. La non-vente des sous-marins français à l'Australie sous leur pression a provoqué une crise grave et comme toutes les crises elle a permis aux Français et Européens de reconsidérer leur stratégie et leur engagement dans l'Indopacifique. Biden est le premier président à corrélér systématiquement les agissements des Chinois et des Russes. En cela, Washington apprécie aujourd'hui davantage la menace que représente le duopole Pékin/Moscou. À la décharge des Américains, la menace chinoise est déjà ancienne et... quotidienne. Rappelons en effet que l'Occident, et à ses avant-postes Taïwan, pour ne citer qu'un exemple, subit chaque jour des millions d'attaques de type cyber. La menace est également économique dans son asymétrie et culturelle dans l'alternative d'un système dictatorial assumé que propose la Chine. La Chine est donc un défi autant qu'un rival car son volontarisme économique lui a permis en quelques décennies de rattraper son retard dans le domaine technologique. Autant cet alarmisme pouvait à l'époque être exagéré, autant il est aujourd'hui justifié et a donné en tout cas aux États-Unis des arguments contre le liberticide défendu par Pékin.

EMMANUEL VÉRON : La relation Chine-États-Unis est un fait structurant des relations internationales aujourd'hui. Hier, les relations, pas toujours bonnes étaient plutôt structurées par l'économie. À mesure de la montée en puissance de la Chine, surtout sur

les questions technologiques, militaires et commerciales, les États-Unis ont durci le ton jusqu'à ce jour où la polarisation et les arbitrages technologiques, commerciaux et sécuritaires seront durables. La question de la guerre est abondamment traitée. Nul ne peut exclure ce scénario dans lequel les États auraient à perdre. N'en demeure pas moins une réalité qui est celle de l'accumulation des armes en Asie et la récurrence des activités de harcèlement et d'intimidations pouvant conduire à un « coup de chaud » par manque de maîtrise dans les protocoles par l'une des parties en présence. Taïwan est le sujet d'inquiétude. La mer de Chine le reste tout autant.

BARTHÉLÉMY COURMONT : De nombreux États d'Asie-Pacifique – l'Inde, le Japon, l'Australie notamment – se positionnent désormais comme des compétiteurs de la Chine, mais voient dans le même temps leur coopération économique se renforcer avec Pékin, comme en témoignent des initiatives comme l'adhésion de New Delhi à l'Organisation de coopération de Shanghai, ou la création du RCEP dont le Japon et l'Australie sont membres, aux côtés de la Chine. Comment expliquer cette ambivalence ?

EMMANUEL LINCOT : Cette ambivalence est inhérente au capitalisme international. Ce que vous pointez du doigt est un découplage entre les enjeux économiques d'une part et stratégiques de l'autre. La tension qui opère entre ces enjeux peut dégénérer en conflits. C'est une configuration analogue à l'année 1913. À cette époque et pour l'Europe, trois pays comptent : l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Chacun a son propre régime politique, des intérêts stratégiques divergents et pourtant leurs échanges économiques ne cessent de croître. Qu'est-ce à dire ? Que l'histoire ne sert à rien et que le développement économique n'achète pas la paix sociale.

EMMANUEL VÉRON : C'est bien la réalité des relations internationales. Chaque État a son propre agenda et ses intérêts stratégiques, traduisant aussi une certaine désuétude dans l'analyse du système international depuis l'Occident... Il n'en demeure pas moins que la réalité économique de la Chine n'est plus tout à fait celle d'il y a dix ou vingt ans. Moins de

vigueur, plus de défiance et une atomisation des acteurs et de leur choix stratégique plus ou moins articulés à des pôles de puissance établis.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Au printemps 2021, l'hebdomadaire *The Economist* affichait une carte de Taïwan en couverture avec un titre-choc : "*the most dangerous place on earth*". Est-ce vraiment devenu l'endroit le plus dangereux au monde ?

EMMANUEL LINCOT : Dire c'est exclure. Ces journalistes se sont-ils questionnés sur les risques de conflits en Corée ou de nouveau au Moyen-Orient ? C'est une façon d'attirer l'attention sur un point de cristallisation des rivalités entre la Chine et les États-Unis mais ce n'est évidemment pas le seul. Bien sûr, la chasse communiste viole quotidiennement l'espace aérien de l'île. Bien sûr des intimidations par voie de mer ont lieu régulièrement y compris, on le sait, dans le sud de la mer de Chine. « Faire du bruit à l'est et frapper à l'ouest » comme nous l'avons écrit dans un article de *The Conversation* correspond sur le temps long à une stratégie chinoise fort ancienne et qui nécessite une vigilance au-delà même de cette région du monde. Les Indiens en savent quelque chose.

EMMANUEL VÉRON : On le disait précédemment, Taïwan est devenu un sujet de préoccupation majeur. L'île fait partie des zones sensibles les plus importantes à ce jour.

BARTHÉLÉMY COURMONT : Entre la naïveté à l'égard des projets de Pékin et la diabolisation excessive de la Chine, l'espace accordé à une analyse scientifique et mesurée de ce pays semble se réduire. Comment expliquer ce phénomène, et comment se positionner en tant que spécialiste de l'Asie en général et de la Chine en particulier ?

EMMANUEL LINCOT : La question que vous soulevez est celle posée par Max Weber dans *Le Savant et le Politique* (1919) lequel prône une « neutralité axiologique » par rapport aux faits observés. Notre critique porte sur le fonctionnement du Parti Communiste, de sa politique étrangère et n'est en rien opposée à la Chine en tant que telle ni aux Chinois. Il

est en revanche nécessaire de mener un travail indépendant et qui ne souscrive à aucune mode. Il en va de notre intégrité en tant qu'analystes et universitaires. Dont acte. Loin de nous l'idée de vouloir diaboliser la Chine et ses dirigeants. Notre métier est de comprendre comment cette société fonctionne. Aux politiques et à l'opinion d'en faire l'interprétation qu'ils veulent.

EMMANUEL VÉRON : La Chine fascine... l'autre pôle de l'expérience humaine comme le rappelait Simon Leys. Important pour la France et l'Europe de continuer de suivre ce pays, d'en apprendre la langue et de faire preuve d'intelligence... sur la base de ces acquis longs, parfois obscurs et patients, les observateurs de la Chine sauront tirer le discernement nécessaire pour mieux comprendre et expliquer les réalités chinoises et du régime à l'opinion. Un défi pour la prochaine décennie. Mais un défi plus que nécessaire. ■

ASIA FOCUS #172

LA CHINE FACE AU MONDE

Entretien avec EMMANUEL LINCOT / Chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut catholique de Paris et sinologue,

Et avec EMMANUEL VÉRON / Spécialiste de la Chine contemporaine, associé à l'IFRAE - Inalco.

À propos de leur ouvrage « La Chine face au monde : une puissance résistible » (Capit Muscas éditions, 2021)



Réalisé par BARTHÉLÉMY COURMONT / Directeur de recherche à l'IRIS.

DÉCEMBRE 2021

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org